



# « Le programme, on va le faire »

**Mouvement politique de gauche créé en 2001 à Toulouse à l'initiative de membres du groupe de musique Zebda, les « Motivé-e-s » et leur liste obtiennent 12,49 % au premier tour des élections de mars, et quatre conseillers municipaux. Retour avec Salah Amokrane, l'un des leaders du mouvement, sur cette expérience politique inédite.**

Jean-François Mignard (rédacteur en chef d'*H&L*): *Pouvez-vous dire aujourd'hui ce qui a été à l'origine de l'expérience originale qu'a constitué la liste « Motivé-e-s » ?*

**Salah Amokrane:** Nous venions du monde associatif, l'association Vitécrici<sup>(1)</sup>, fondée en 1982 dans les quartiers populaires du nord de Toulouse, et sommes partis du bilan tiré de cette expérience. Nous avions le sentiment, au bout de quinze années d'initiatives dans les quartiers, d'avoir atteint les limites de l'action culturelle sur le format associatif, soumise à financements, et de nos capacités d'intervention dans le débat public. C'est d'ailleurs ce qui a été à l'origine de la création d'une nouvelle association, Tactikollectif, en 1997<sup>(2)</sup>.

**J.-F. M.:** *S'agissait-il de promouvoir une identité de quartier ?*

**S. A.:** En fait, à l'époque, les choses se passaient différemment. Nous nous sentions en lien avec la Marche pour l'égalité et contre le racisme, la marche des Beurs de 1983, et surtout celle de 1984. En créant Tactikollectif, nous voulions faire le lien entre les militants politiques et les acteurs culturels et associatifs présents dans les quartiers.

De fait, la question des quartiers était posée de façon politique, à la manière dont elle a pu l'être dans le cadre de la politique de

la ville à ses débuts : situation de relégation, participation active des habitants, développement social... Nous avons jusqu'à joué totalement le jeu de la participation à cette politique publique : les questions de discrimination, d'intégration étaient pour nous égales à la volonté d'adhésion républicaine<sup>(3)</sup>.

**J.-F. M.:** *Pourquoi n'avez-vous pas alors joué, en 2001, le jeu de l'engagement dans ou avec des partis politiques ?*

**S. A.:** On s'est beaucoup interrogés. Nous avons tenté une expérience de ce type en 1995, en nous associant avec les Verts et des organisations d'extrême gauche, dans le cadre d'une liste « La ville en mouvement », au bilan mitigé. Nous avons eu alors deux possibilités. Nous pouvions nous associer au PS. Mais cela se soldait par une quinzième place non négociable sur la liste, au risque de ne pas pouvoir se faire entendre. On a renoncé. Nous avons préféré négocier dans le cadre d'un autre projet. Il s'agissait toujours d'une liste de partis. Résultat, nous avons passé près de 80 % de notre temps et de notre énergie à être spectateurs, ou à réguler les conflits entre organisations politiques... Nous avons donc tiré les leçons de cette expérience marquante, pour le projet de la liste « Motivé-e-s » de 2001 ; et considéré que la place des militants politiques était de suivre le mouvement,

plutôt que d'en être à l'initiative. Bien évidemment, les choses ont été extrêmement difficiles. Les organisations d'extrême gauche n'étaient pas prêtes à s'inscrire dans cette logique. Dans le cas d'une liste classique, les choses ne marchent que lorsqu'un parti dominant la conduit... Dans notre configuration, les militants politiques étaient très frustrés de ne pas pouvoir mettre leur programme en avant, alors que nous disions aux gens « *On n'a pas de programme, on va le faire avec vous!* ».

**J.-F. M.:** *Peut-on dire que vous vous êtes construits plus « à côté » que « contre » les dispositifs politiques institués ?*

**S. A.:** Oui. Il n'y avait pas de possibilité objective de renverser une certaine hiérarchisation des questions qui sont propres à chaque organisation politique. Si on se met en situation de bousculer cette hiérarchie en mettant en avant, comme c'était notre cas, la question du fonctionnement démocratique, ça ne marche pas. D'ailleurs, nous-mêmes à « Motivé-e-s », sommes retombés dans ces travers après l'euphorie de la campagne électorale : ce n'est pas parce que tu n'es pas un parti que tu ne vas pas te retrouver dans ces jeux de pouvoir. A cet égard, il y a eu deux temps : la campagne électorale, et puis après.

**J.-F. M.:** *Revenons justement au temps de la campagne. Quel a été le déclencheur de votre engagement ?*

**S. A.:** On réfléchissait beaucoup, entre anciens de l'association de quartier. Nous avions en tête que les organisations politiques et les décideurs ne nous entendraient que si nous allons jouer sur leur terrain. Le contexte

« Nous nous sentions cantonnés aux rôles d'« exécutants à profil spécifique quartiers », et renvoyés, ce faisant, à notre ethnicité. »

(1) Voir [zebda.free.fr/tkpo4.html](http://zebda.free.fr/tkpo4.html).

(2) [www.tactikollectif.org/component/flexicontent/23-1%E2%80%99association-tactikollectif/70-l-association-tactikollectif](http://www.tactikollectif.org/component/flexicontent/23-1%E2%80%99association-tactikollectif/70-l-association-tactikollectif).

(3) On lira à ce propos l'excellent article de L. Visier et G. Zoia dans Les Annales de la recherche urbaine : [www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/ZoiaVisier\\_ARU\\_89.pdf](http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/ZoiaVisier_ARU_89.pdf).

# avec vous »



© DR

local avait aussi beaucoup d'importance, car nous vivions toujours une longue période avec une majorité municipale qui ne reconnaissait pas notre légitimité citoyenne. Nous n'étions pour elle, en tant qu'association, que le relais « descendant » de l'action publique, sans reconnaissance d'aucune représentativité ni de notre sérieux dans la construction de projets pérennes. Nous nous sentions cantonnés aux rôles d'« exécutants à profil spécifique quartiers », et renvoyés, ce faisant, à notre ethnicité. J'ai d'ailleurs été très marqué par certaines rumeurs, qui nous décrivaient comme fonctionnant en tribu, en famille, en communauté fermée aux racines géographiques communes... C'était une époque où, grâce à Zebda, nous bénéficions d'une forte visibilité médiatique. L'un de nous a lâché,

**Le premier sujet fédérateur a été celui de la démocratie participative, directe... Cette idée a fondé l'unité du collectif, et les choses se sont réglées facilement à partir de là: la « cuisine » électorale, qui sera sur la liste...**

(4) [www.ina.fr/video/CAB01006340](http://www.ina.fr/video/CAB01006340).

dans une interview à la presse nationale, que nous « y allions »... Et nous y sommes allés, alors que nous n'avions pas de stratégie d'ensemble. Rapidement des gens sont venus vers nous: membres d'associations, syndicalistes, acteurs culturels... Les réseaux des uns et des autres se sont rapidement croisés, il y avait un climat très favorable.

Nos premières réunions publiques ont très vite connu un grand succès, une affluence croissante. Visiblement, nous répondions à une attente forte. Le premier sujet fédérateur a été celui de la démocratie participative, directe... Cette idée a alors fondé l'unité du collectif, et les choses se sont réglées facilement à partir de là: la « cuisine » électorale, qui sera sur la liste... On a désigné les quatre premiers, et puis on a tiré au sort. La liste n'a été définitive-

ment constituée que très tard. Avant, nous avons beaucoup travaillé sur le fond des questions. Avec un choix de sujets nous paraissant importants, car nous n'avions pas vocation à répondre à tout: la culture, l'antisexisme, la ville et ses quartiers, la solidarité internationale... Des groupes thématiques ouverts ont alors alimenté la campagne, toujours sur la même idée: « *Le programme, on va le faire avec vous.* » Cette campagne s'est donc déroulée sur fond d'engouement citoyen. Et sur fond médiatique<sup>(4)</sup>.

**J.-F. M. : Le fond médiatique, parlons-en...**

**S. A. :** Il a fallu beaucoup de temps pour arriver à dépasser l'image initiale de « liste Zebda », puis l'analogie a été faite avec la « liste Coluche ». Mais notre démarche a été progressivement

élaborée, et sérieusement. Alors, tandis que gagnions en visibilité, que les échéances électorales approchaient, les attaques ethnicisantes et racistes se sont intensifiées. Nous sommes devenus la « liste des Arabes », le pire étant entre les deux tours : « *Pas d'Arabes au Capitole!* ».

**J.-F. M. :** ... *Alors que vous souhaitiez vous situer dans une démarche strictement citoyenne et républicaine?*

**S. A. :** Oui, car pour ne pas en « rajouter », les questions des « quartiers », des discriminations et du racisme étaient relativisées, dans notre approche. Nous l'avons d'ailleurs regretté par la suite. Car tout cela nous est revenu avec beaucoup de violence. L'enseignement que nous en avons tiré, c'est qu'on nous renvoyait à nos « origines », alors que nous avons été « bons républicains », universalistes... La suite que nous avons donnée à cela, c'est tout le travail avec le Tactikollectif, que nous réalisons depuis dix ans, et notamment le festival « Origines contrôlées »<sup>(5)</sup>.

**J.-F. M. :** *Un premier tour à l'occasion duquel vous recueillez plus de 12 % des voix. Et après?*

**S. A. :** Concernant le non-maintien au deuxième tour et le choix de négociation avec la liste de gauche, ça s'est très bien déroulé en termes de prise de décision démocratique, dans un cadre ouvert à tous. Nous avons réalisé un vrai travail politique en commissions, informées dans les détails sur les procédures et les conséquences opérationnelles des options à prendre. On avait beaucoup anticipé cette situation, en examinant toutes les hypothèses. C'est ainsi que nous sommes arrivés à la table des négociations pour le deuxième tour avec nos partenaires, qui avaient une bonne maîtrise des dossiers. Nous avons quand même eu la sensation, jusqu'au bout, d'être pris pour des amateurs, ce qui

fait qu'on en a « rajouté » dans le registre du sérieux!

Nous avons ensuite réalisé une campagne de deuxième tour quasi autonome, en toute loyauté, dans la mesure où nous avions négocié de ne pas nous fondre dans une campagne commune indifférenciée.

**J.-F. M. :** *Passons à l'expérience de conseiller municipal...*

**S. A. :** Nous étions quatre élus. Nous avons constitué un groupe politique autonome. Mais nous nous sommes confrontés rapidement au fonctionnement d'un conseil municipal d'une grande ville qui n'est, de fait, qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises préalablement par le maire. Cela nous a mis en porte-à-faux. Sans expérience de l'institution, nous nous sommes fait piéger par ce fonctionnement. L'exercice de la fonction de conseiller prend alors le pas sur la nécessité, pour nous vitale, de faire vivre un mouvement. En effet, nous étions partis sur le principe de « l'ascenseur » : les conseillers municipaux font monter et descendre les préoccupations, questions et débats, entre les citoyens mobilisés et le conseil.

Dans une ville comme Toulouse, il s'agit d'examiner à chaque conseil environ deux cents délibérations, à partir d'un ordre du jour et de dossiers remis quelques jours avant la tenue du conseil! De fait, le fonctionnement d'un conseil municipal est totalement désajusté des principes et réalités d'une démocratie se voulant participative. Et il est vite devenu impossible de tenir la parole qu'on avait donnée : « *On va vous dire tout ce qui se passe au conseil, et puis faire remonter votre point de vue.* » On a réussi à tenir dans un premier temps, mais c'est vite devenu très contraignant. Puis est survenu l'accident d'AZF quelques mois après. Et pour nous les priorités et les urgences n'ont plus été les mêmes.

**J.-F. M. :** *Vous n'avez plus renouvelé l'expérience aux municipales suivantes. Avec le recul, que pouvez-vous en dire?*

**S. A. :** Du point de vue du rôle que peut jouer un conseiller municipal à l'échelle d'une ville comme Toulouse sur les principes sur lesquels nous souhaitons fonctionner initialement, cela n'est possible qu'à la condition que l'institution municipale s'empare de cette dimension, joue le jeu, en y mettant les moyens. Des moyens financiers, mais aussi des lieux, des procédures de fonctionnement, des personnes compétentes. Ces conditions sont indispensables, et cela renvoie à l'existence de structures quasiment détachées des pouvoirs politiques et animées par des personnes qui allient compétence technique et indépendance, et qui permettraient alors l'association responsable des citoyens aux prises de décision. Il s'agit de trouver un équilibre entre démocratie déléguée et démocratie participative.

Cette logique, les organisations devraient également l'appliquer. En ce qui concerne notre expérience, la question est : quels moyens se donner, au-delà d'une dynamique forte se déployant sur six mois, pour s'inscrire institutionnellement et permettre aux gens de s'investir dans la durée? Tout cela renvoie pour moi à des choses basiques. Par exemple, la disponibilité en temps et en énergie. J'ai ainsi l'expérience d'un copain engagé à nos côtés, qui a dit à un moment « *Je laisse tomber. Des réunions jusqu'à minuit trois fois par semaine, je ne peux pas me le permettre. J'ai une famille, je me lève tôt pour aller travailler...* » Si la participation démocratique est, de fait, réservée aux seuls militants « professionnels », aux personnes ayant le minimum de contraintes sociales... quel rapport entretiennent-ils alors avec la « vraie vie »? ●

**« La question est : quels moyens se donner, au-delà d'une dynamique forte se déployant sur six mois, pour s'inscrire institutionnellement et permettre aux gens de s'investir dans la durée? »**

(5) [www.tactikollectif.org/origines-controllees/C3%Agess/edition-2013](http://www.tactikollectif.org/origines-controllees/C3%Agess/edition-2013).